



UN CORPS, DES METIERS, UN SYNDICAT UNIQUE

## COMPTE RENDU D'AUDIENCE DCSP

Le 28 septembre 2009, une délégation de la section province d'ALLIANCE POLICE NATIONALE, menée par Eric MILDENBERGER Secrétaire National, Véronique DAUMERIE Secrétaire Nationale adjointe et de Pierre AZEMA Délégué national, a été reçue par M. Jacques FOURNIER, Directeur Central de la Sécurité Publique. Etaient également présent M. SALANOVA sous-directeur des ressources humaines ; M. NIEL sous- directeur des services territoriaux ; M. GUILLEN sous-directeur de l'information générale et Mme DUBOIS sous-directrice adjointe de l'évaluation, de la prospective et des affaires internationales.

Après une rapide présentation, les sujets suivants ont été abordés :

### UTEQ –CS

**ALLIANCE POLICE NATIONALE a demandé où en était la poursuite des créations des UTEQ et des CS. A ce titre, nous avons martelé notre opposition aux affectations de stagiaires dans ces unités, conformément aux directives de l'instruction de référence sur les UTEQ et CS.**

#### **Compagnie de Sécurisation :**

**ALLIANCE POLICE NATIONALE demande :**

- **que les tests de sélection puissent préparer nos collègues à une bonne condition physique pour faire face à toute forme de violence. Cette formation doit être nécessaire pour être affecté dans ce type d'unité. Les examinateurs doivent le prendre en compte.**
- **La formation effectuée à Nîmes doit également être à l'écoute des interrogations de nos collègues.**

#### **UTEQ :**

**ALLIANCE POLICE NATIONALE demande :**

- **L'attribution de polo ou de chemisette foncée en remplacement de la chemisette blanche. Ceci éviterait que nos collègues servent de cible la nuit.**
- **La généralisation des caméras lunettes (les plus adaptées) afin de couper court à toutes polémiques.**
- **L'affectation rapide de véhicules adaptés et en bon état de fonctionnement.**

**M. le DCSP :**

*CS: Les tests sont durs mais adaptés aux missions qui sont confiées aux CS. Le stage de Nîmes a été conçu pour coller au maximum à la réalité. Il en a va de la sécurité des policiers lorsqu'ils seront sur le terrain. Sur la formation, nous allons rappeler que des réponses doivent être apportées aux questions des stagiaires. Pour les tests des CS, suite à vos remontées, des calages ont eu lieu.*

*UTEQ: Sur le port de la de la chemisette blanche nous allons procéder à une étude. Pour les caméras, nous prenons acte de vos remarques. Le suivi dépendra de la capacité de la société choisie à fournir les services demandés. Les véhicules doivent être adaptés aux missions des UTEQ aussi le type « fourgon » semble le plus approprié. Un renouvellement du parc automobile doit avoir lieu mais du retard a été pris par le magasin central de Limoges.*

## ASTREINTES – PERMANENCES JUDICIAIRES

Malgré nos différentes interventions, il appert que le problème des astreintes et permanences judiciaires de notre corps c'est aggravé.

Sur certaines DDS (49 ...) les Officiers en accord avec leur directeur assurent du commandement et pratiquement plus de permanence ou d'astreinte judiciaire.

Nous ne pouvons accepter aujourd'hui d'assurer seul les astreintes et permanences judiciaires sans qu'aucun renfort d'OPJ ne soit effectif dans les services où la déflation du corps des officiers n'a pas été pleinement engagée.

**Pour rappel : note DCSP/SD REM/ORG n° 000077 du 16/06/2008 « en tout état de cause, l'instruction du 17/04/2008 n'exclut pas les officiers du système de permanence ou d'astreinte judiciaire ... »**

*M. le DCSP : Nous sommes conscients de ce problème, nous allons effectuer un rappel de la note de la DCSP et étudier les cas particuliers.*

## BRIGADES CANINES - FMU

Lors des différentes instances paritaires locales et nationales, ALLIANCE POLICE NATIONALE a dénoncé la vétusté des locaux des brigades canines et l'application, plus qu'aléatoire, de l'instruction cynophile 18804.

Ces unités sont indispensables dans la lutte contre l'insécurité et ne plus les renforcer et améliorer leurs conditions de travail pénaliserait les services.

Lors du dernier CTPC nous avons demandé qu'un bilan sanitaire soit effectué, un état des lieux a été demandé par la direction qu'en est-il concrètement ?

Lors de notre précédente audience, nous avons alerté la direction sur le manque d'effectifs au sein des FMU. Qu'en est-il aujourd'hui ?

*M. le DCSP : Les brigades canines sont indispensables pour notre métier, leur champ de compétence étant large. Une question se pose, pouvons nous garder le maillage actuel des brigades canines ? Les budgets sont revus à la baisse, nous souhaitons regrouper ces unités, si cela est possible. De cette manière ces unités seraient beaucoup plus opérationnelles et reconnues. Cet état des lieux abordera l'ensemble des paramètres.*

*Pour les FMU : Un audit est en cours. Là encore nous devons être objectifs sur les besoins de conserver des FMU sur certains sites, ainsi que sur le type de matériel nécessaire à leurs missions en milieu urbain.*

## L'INFORMATION GENERALE

Depuis plusieurs mois, ALLIANCE POLICE NATIONALE se bat pour que l'Information Générale soit considérée comme un métier et non un simple service de DDSP. Nous avons obtenu l'ouverture de postes afin d'étoffer les services déficitaires, mais cela reste insuffisant. Il faut rappeler que l'IG a conservé 90% des missions RG avec moitié moins de fonctionnaires, moins de matériels, moins de budget. La majorité du matériel étant partie à la DCRI. De nombreux DDSP n'ont pas saisi l'importance de l'IG et ne reconnaissent pas sa compétence départementale. Leurs missions ne s'arrêtent pas à la zone police mais sont à vocation départementale.

L'autre sujet d'inquiétude de nos collègues, est la montée en puissance de la gendarmerie en matière de renseignement et l'ambiguïté dans l'utilisation du sigle RG. La gendarmerie novice dans ce domaine apprend vite et semble dégager d'avantage d'effectifs que nous. Les fonctionnaires issus des Renseignements Généraux, dont certains ont mal vécu la réforme du renseignement, constatent que la gendarmerie assure des missions de renseignement dans un esprit de concurrence et cela sans aucune réaction de notre administration.

Le bilan que nous avons effectué au niveau national depuis sa création, nous a amené à proposer des pistes de travail, comme par exemple une ligne budgétaire propre, indépendante de celle de la DDSP.

**ALLIANCE POLICE NATIONALE tient également à préciser que tout recrutement d'effectif pour la SDIG ne peut s'effectuer en CAPI. La règle doit rester le mouvement profilé national. Ce type de recrutement est le seul qui permet à l'Information Générale de recruter à large échelle des profils particuliers.**

*M. le DCSP : L'Information Générale est effectivement un métier à part entière. Nous avons procédé lors de la dernière réunion des DDSP à une nouvelle sensibilisation sur ce domaine de compétence en leur précisant que l'IG avait vocation à rayonner sur l'ensemble du département, toutefois un rappel sera fait. Concernant les effectifs nous avons renforcé certains services, mais hélas, les effectifs ne sont pas extensibles.*

*Concernant la gendarmerie, il ne faut pas que les fonctionnaires s'inquiètent. Les notes et les contacts de la SDIG sont reconnus et très appréciés.*

**UN SEUL CORPS, PLUSIEURS METIERS**

**UN SEUL DEFENSEUR**

**ALLIANCE POLICE NATIONALE**